

« Un débat au parlement sur la régionalisation de l'école »

WALLONIE Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR, veut que chacun prenne position au-delà des petites phrases et des polémiques

Pas un trimestre désormais sans que la question de la régionalisation de l'enseignement et de la culture ne crée la polémique entre francophones. Dernier exemple en date : le propos de Paul Magnette (PS) sur cette Wallonie qui se sentirait « eunuque » sans l'exercice de ces deux compétences majeures. Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR au parlement wallon, n'est jamais en reste sur ces questions. Il compte parmi les tenants d'une Belgique à quatre régions fortes, celles-ci disposant de compétences renforcées.

Mais le libéral veut aller au-delà des discours convenus et des contre-arguments qui leur brisent les ailes. Il en a assez aussi des petites phrases qui ne débouchent sur rien : « *Eunuque, c'est une expression maladroite. J'ai l'impression que le ministre-président signe là un terrible aveu d'impuissance. Derrière un bon mot, il dissimule les réformes qu'il n'arrive pas à réaliser. J'attends autre chose d'un ministre-président.* »

Et Pierre-Yves Jeholet vise

haut : « *Je demande un grand débat public au parlement wallon, à la rentrée, sur la régionalisation de la culture et de l'école, et donc sur l'avenir de la Wallonie. Je plaide pour qu'on ose ce*

débat-là, il faut avoir ce courage. Comme le dit Paul Magnette lui-même, rien ne nous interdit de réfléchir, de faire de la prospective. Chiche ! L'objectif serait bien sûr de rechercher la plus-value pour la Wallonie. On peut aussi avancer rapidement sur d'autres compétences, sans réforme de l'Etat bien entendu : crèches, jeunesse, sports... »

S'il se tient un jour, ce débat-là vaudrait la peine d'être vécu : toutes les formations présentes au sein de l'assemblée wallonne sont traversées par des courants contraires sur ces questions. Mais s'il faut un jour se compter, l'approche régionaliste disposera

sans doute d'une confortable longueur d'avance dans les cercles politiques francophones. Un débat public aurait le mérite d'obliger les uns et les autres à tomber le masque.

La demande de Pierre-Yves Jeholet s'inscrit dans une logique : « *Le débat est aussi celui de l'organisation générale des niveaux de pouvoir au sud du pays, jusqu'aux pouvoirs locaux. Fédération Wallonie-Bruxelles, Wallonie, provinces, communes, intercommunales, CPAS : nous ne pouvons plus continuer à vivre avec toutes ces structures parallèles. Il faut redéfinir les rôles des uns et des autres. La supracommunalité est une piste intéressante, mais elle ne progresse pas. Le MR demande au gouvernement de légiférer pour fixer les contours et pousser les pouvoirs locaux à s'y inscrire.* »

Le chef de groupe libéral exprime une exigence en réalité : que les choses bougent ! « *Pour d'autres dossiers comme la rationalisation des structures économiques, la réforme de la fonction consultative ou les questions d'éthique et de déontologie, nous avons trop attendu. Cela ne peut pas se répéter pour l'école, la culture ou l'avenir des pouvoirs locaux.* » ■

ERIC DEFFET